

SCIENCE, SOCIETE ET MONDIALISATION

« *Du Sud, qu'attendons-nous ?* »

PAR AMINATA D. TRAORE

1. Introduction

Le savoir est un enjeu essentiel et fondateur, ainsi qu'un droit dans toute société humaine. Il peut être libérateur, facteur de paix véritable, de justice sociale ou aliénant selon l'usage qui en est fait.

Je remercie l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne de m'avoir associée à cette réflexion sur la science, et la mondialisation qui me donne l'occasion de partager avec vous mon analyse de la situation du continent noir par rapport à la science dans le contexte de la mondialisation. Il ne s'agit, bien sûr, que du survol rapide d'un sujet complexe et brûlant. Les débats nous permettront, je l'espère d'approfondir les aspects qui retiendront le plus notre attention.

L'idée optimiste et généreuse, selon laquelle le progrès scientifique garantit le progrès social, la coopération Nord/Sud étant le moyen privilégié de réduire, voire de combler, le fossé entre les deux hémisphères ne s'est pas souvent vérifié en Afrique en quatre décennies de coopération au développement. Des progrès réels certes, ont été enregistrés dans les domaines les plus divers –médecine, agriculture, industrie, énergie, mines etc...- sans pour autant mettre la majorité des Africain(e)s à l'abri de la malnutrition, de la famine et du chômage...

La mondialisation libérale peut-elle et est-elle de nature à garantir davantage de succès au continent dans la lutte contre les maux dont elle souffre ?

Cet environnement nouveau est-il plus propice à une coopération scientifique profitable à tous, au Nord comme au Sud ?

2. La science : un bien de l'humanité

L'histoire de l'humanité est un long processus de quête et de capitalisation de connaissances qui, au stade actuel de leur évolution, devraient mettre la terre entière à l'abri de la maladie, de la famine et de la violence armée.

Le scandale des temps présents est que des progrès scientifiques et technologiques fulgurants et sans précédents coexistent avec une misère de plus en plus effroyable au Sud et un sentiment d'insécurité grandissante qui tourne parfois à la phobie au Nord. Ce douloureux paradoxe atteste, s'il en était besoin, que la science ne vaut que par l'usage que l'on en fait. S'agissant des rapports Nord/Sud les pays occidentaux en ont fait un instrument de conquête et de domination d'autant plus redoutable qu'elle est assortie d'intentions souvent louables.

La modernisation de l'appareil de production devait accroître la productivité des économies africaines, créer des emplois et assurer un revenu décent au plus grand nombre. Mais, ce conseil était aussi et surtout un argument de vente qui a poussé la quasi totalité des Etats indépendants des années 60 à recourir à l'emprunt, à l'achat d'équipement à l'étranger et à l'expertise internationale. La dépendance qui était et demeure scientifique, technologique et financière a largement contribué au surendettement du continent, devenu, par ailleurs, un cimetière d'éléphants blancs.

Il ne s'agit pas tant de l'efficacité et de la performance de la connaissance ou de la technique que des préjugés du groupe dominant qui l'introduit en niant et en annihilant, la plupart du temps, le savoir local. Cette dépendance ne pouvait également qu'entamer l'image que nous nous faisons de nous-mêmes ainsi que de notre capacité à innover et proposer. Nos comportements extravertis ont largement contribué à nous appauvrir et à enrichir les riches qui en sont devenus arrogants.

A partir du G8, de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, elles statuent sur l'état des lieux et attribuent, plus ou moins ouvertement, leurs avancées scientifiques et technologiques ainsi que leur prospérité à la supériorité de leurs institutions, de leurs normes et valeurs. Les nations riches se pensent « libres » et « civilisées », le proclament haut et fort depuis le 11 septembre 2001, et croient plus que jamais en leur droit de discipliner le reste de la Planète. D'où la guerre préventive contre l'Irak qui a prouvé, encore une fois, que les progrès de la science comme les capitaux servent plus à tuer qu'à réhabiliter les Humains dans leurs droits. Elle a été dénoncée par une partie des gagnants de la mondialisation libérale parce qu'elle violait de manière flagrante le droit international. La guerre économique est, en fait, une constance du système dominant qu'il décime à petit feu des millions d'innocents en imposant aux pays du Sud une compétition dont ces derniers n'ont ni les moyens ni la latitude.

L'octroi des subventions agricoles aux producteurs de coton des pays riches au détriment des paysans africains est, à cet égard, édifiant. Mais, l'Afrique Subsaharienne a été et continue d'être jugée, accusée et malmenée par les pays « donateurs » et les institutions internationales de financement afin qu'elle s'ouvre davantage au marché mondial.

3. Science et violence

Ce sont les sociétés de géographie du XVII^e et du XVIII^e siècles qui ont financé les voyages des premiers explorateurs et préparé ainsi le terrain à la conquête, au partage et au pillage de l'Afrique. Les pouvoirs coloniaux ont pris la relève en investissant dans diverses explorations en vue de consolider leurs assises. De nos jours, comme hier, le pouvoir et le savoir vont main dans la main, sauf que les multinationales commencent à évincer les Etats dans le financement de la recherche et le contrôle des résultats. C'est ainsi qu'elles décident de la vie ou de la mort dans l'hémisphère Sud en privant les malades de médicaments ; la santé étant devenu une marchandise.

C'est ainsi également que certains instituts de recherche s'engagent dans la « coopération » autour des organismes génétiquement modifiés (OGM) grâce au financement des multinationales. Alors que dans les nations industrialisées le doute et la prudence sont parfois de mise quant aux aspects des progrès scientifique, l'Afrique demeure ouverte à tous les essais.

L'enlèvement du continent dans la pauvreté, la faim, la maladie et les conflits armés est souvent attribué à la fracture scientifique et technologique et à la mauvaise gestion sans prise en compte véritable des desseins des nations industrialisées qui ne cherchent qu'à préserver leurs acquis et à s'enrichir davantage.

Cette thèse du retard et de la fracture est sous-jacente au projet pharaonique que nos Chefs d'Etat ont dénommé le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » (NEPAD). Ils espèrent, sur cette base, accroître la productivité de nos pays, notre part du marché mondial et l'accès à de nouveaux produits.

Ils se trompent de défi. L'intégration des pays africains dans l'économie mondialisée est allée de pair avec le démantèlement des systèmes existants de production, de transformation, de distribution et de gestion, non point pour répondre à la demande des Africain(e)s, mais en fonction des exigences du marché. La réforme de l'agriculture consiste à détourner celle-ci de la satisfaction des besoins alimentaires des populations et de produire pour l'exportation. Quant à la réforme de la justice, elle vise un environnement juridique qui profite aux investisseurs étrangers et non à rendre justice au pauvre.

Les programmes d'ajustement structurel ont des conséquences particulièrement graves au niveau des enseignements primaire, supérieur et de la recherche scientifique. Les écoles, les lycées, les instituts et les universités évoluent dans l'indigence la plus totale du fait du désengagement de l'Etat et d'une privatisation au rabais.

En guise de résultats, le potentiel scientifique qui devrait logiquement outiller le continent dans la recherche de solutions à nos propres maux n'existe toujours pas localement après un demi siècle de coopération économique, scientifique et technologique. Pis, des milliers de spécialistes africains, dans tous les domaines, s'expatrient chaque année vers les pays riches et industrialisés qui leur assurent des salaires que leur pays d'origine ne sont pas en mesure de leur garantir. A leur place, pensent et agissent des experts grassement payés qui captent ainsi une part essentielle de « l'aide au développement ».

Faut-il s'étonner au regard de cette évolution de l'exacerbation de la pauvreté, des conflits armés et des flux migratoires ?

L'Afrique doit-elle se laisser impressionner par la réussite des pays asiatiques qui est miroitée lorsque les performances économiques que ceux-ci enregistrent sont obtenues au prix de la surexploitation de la main d'œuvre (bas salaires, licenciements abusifs...) et d'un stress qui pousse parfois au suicide.

4. Ethique, science et politique.

L'économie mondiale n'aurait pas pu atteindre son degré actuel d'intégration et d'expansion sans les progrès de la science et de la technologie. Mais la société civile mondiale n'aurait pas émergé, elle non plus, avec une telle force sans les progrès époustouflants des sciences de l'information et de la communication. En tant que contre-pouvoir, elle déconstruit les thèses dominantes et mensongères de la mondialisation marchande dont la faculté de la science à concilier la logique du profit avec sa véritable mission : servir les Humains, tous les Humains.

Le défi qui interpelle les génération actuelles est d'ordre éthique, scientifique et politique.

Nous avons, en effet, assisté, ces dernières décennies, à un véritable bouleversement des principes et des valeurs qui ont, jusqu'ici, régi la vie économique, politique et sociale. Le système capitaliste est parvenu à imposer des valeurs qui ont pour noms attractivité pour l'investissement étranger mais surtout compétitivité à tous les niveaux, dans tous les domaines. Les individus comme les Etats sont appelés à se surpasser sans arrêt et à se dépasser les uns les autres, les produits de la science en objets de consommation de masse ou de destruction massive sont au cœur de la violence et du drame.

Tout est démonstration de force et prédation. Mais les peuples se rebiffent, se saisissent des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mieux résister. La démonstration en a été faite le 15 février 2003 quand des millions d'hommes et de femmes se sont, après concertation, mobilisé contre la guerre en Irak. Ils n'ont pas pu l'empêcher. Mais ils ont rendu compte de l'existence d'une éthique ainsi qu'un contre pouvoir face à la gestion transnationale de nos destins, individuels et collectifs.

CONCLUSION

La question ne se pose pas, en somme, en termes d'attente au Sud quant à la science à l'heure de la mondialisation. Elle se pose d'abord en terme de droit de tous à un savoir qui réhumanise le monde. Le système dominant qui en fait une marchandise et rien d'autre n'est donc pas de nature à respecter ce droit.

La science accomplira sa mission intégratrice et fédératrice lorsque nous aurons crée au Nord comme au Sud, les conditions politiques qui leur permettront de garantir de l'eau potable à ceux et celles qui ont soif, de la nourriture sans OGM à ceux et celles qui ont faim, des médicaments à ceux et celles qui souffrent, des emplois à ceux et celles qui veulent vivre de leur travail. Elle en a les moyens. Il suffit que les citoyens du monde disciplinent le politique et lui redonne du sens.